



Spécial Marseille

VAUZELLE

LE CHOC D'UNE DÉMISSION

En claquant la porte de la puissante fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, le président de la région Paca n'a pas seulement voulu protester contre les vieilles pratiques clanistes mais exprimer sa lassitude face à la guerre qui oppose fabiusiens et « hollandais ». Récit

Il jubile, et pour une fois cela se voit. Ce lundi 15 mai, à Marseille, Vauzelle le prude, Vauzelle le discret, Vauzelle l'introverti paraît au comble du bonheur. Lionel Jospin est assis à son côté, à la tribune du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et lui aussi affiche un large sourire. Le Premier ministre est venu signer un contrat de plan Etat-région qui consacrerait l'assise d'un président socialiste que l'on

croit voué à la gestion d'équilibres instables, à la tête d'une assemblée hétéroclite. Le 23 mars, ce contrat, qui mobilise plus de 20 milliards de crédits publics, a été adopté à une large majorité. Face à la gauche unie, la droite républicaine, ce jour-là, a volé en éclats. Ce qui, ici, est plutôt rare. Pour fêter ce succès, le Premier ministre a accepté de se déplacer. Dans cette ville de Marseille, bruyante et nerveuse, qu'il n'aime guère, tant ses mœurs politiques lui ont toujours semblé douteuses.

C'est le vrai paradoxe de cette visite officielle. Au fond, les deux hommes qui se congratulent à la tribune se ressemblent un peu. A Marseille, ils ne se sentent pas vraiment chez eux. Pour Jospin, ce n'est pas très grave, il ne fait que passer. Pour Vauzelle, en revanche, c'est un casse-tête quasi permanent. Durant toute cette journée dont il a été le héros, le prince de Provence a entendu les applaudissements. Il a goûté les félicitations. Il a croisé aussi des regards. Ceux de Jean-Claude Gaudin, le



maire de Marseille et son prédécesseur à la région, qui a décidé de lui faire la peau depuis que la justice s'intéresse à sa gestion passée (voir page 74). Ceux des communistes qui le contestent jusque dans son fief d'Arles (voir encadré). Ceux enfin de ses camarades socialistes qui hier le pressaient d'être leur champion pour les municipales à Marseille, et qui aujourd'hui, tous courants confondus - « hollandais », comme on dit ici, mais aussi fabiusiens -, se rassemblent pour marginaliser le gêneur.

Vauzelle est né à Montélimar. Il a fait ses études à Lyon. Il a percé à Paris. Il est installé à Arles. Il est l'enfant non marseillais de Defferre. Bref, il vient d'ailleurs mais il connaît la musique. C'est sa chance et son handicap à la fois. Longtemps, Vauzelle a cru aux leçons des pères jésuites de son enfance : « force du silence », « art de la dissimulation des sentiments ». N'était-ce pas l'unique façon de s'ancrer, près de sa chère Camargue, tout en poursuivant une carrière nationale ? Arles, mon seul amour. Ministre, mon unique espoir. L'ancien garde des Sceaux, qui fut le premier porte-parole de l'Élysée en 1981, rêve du Quai-d'Orsay. En avril, son parrain parisien, Laurent Fabius, l'a oublié quand il a fallu trouver un successeur à Jack Lang à la présidence de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Petite blessure, grands effets ?

Vauzelle - et c'est l'essentiel - travaille désormais en solitaire. Il prend son bonheur là où il le trouve et assume ses risques tels qu'ils se présentent. A la région, avec Jospin, il rayonne. Au PS, dans les Bouches-du-Rhône, il claque la porte avec fracas. C'est de la haute voltige ? Sans doute. C'est dangereux ? Peut-être. C'est en tout cas le style du nouveau Vauzelle qui, avec un brin d'optimisme, espère qu'un jour militants et citoyens finiront par le comprendre.

« Allô, c'est Michel. » Ce jeudi 11 mai, quatre jours avant la venue du Premier ministre, Vauzelle est dans son bureau au conseil régional, et ses deux interlocuteurs parisiens s'appellent François Hollande et Laurent Fabius. Depuis le début de décembre, il assume, avec Jean-Noël Guérini, le puissant patron du conseil général, la coprésidence d'une fédération socialiste décapitée depuis la démission de son leader, François Bernardini, qui vient d'être inculpé



Lionel Jospin et Michel Vauzelle au cours de la signature du contrat de plan Etat-région le 15 mai à Marseille. Un contrat qui consacre l'assise du président du conseil régional, que l'on croyait voué à la gestion d'équilibres instables.

dans l'affaire de la Mnef. Depuis six mois, Vauzelle le fabiusien veut croire que l'étrange binôme qu'il forme avec Guérini le « hollandais » peut conduire cette fédé mythique sur le chemin de la normalité. Mais cette fois, il en a marre.

A Paris, le premier secrétaire le presse de conclure une salutaire opération de vérification

des cartes qui fait passer les Bouches-du-Rhône de 11 000 à 7 000 adhérents. Vauzelle lui demande encore un peu de temps. Il signale de nombreuses contestations. Il flaire des magouilles ici ou là. Mais Hollande ne veut plus rien entendre. Laurent Fabius, à Bercy, est tout aussi buté. Pour lui, l'essentiel ce ne sont pas les cartes mais l'équilibre politique au sein d'une fédération qui fut le plus beau joyau de son courant. Partager le pouvoir ? Il s'y est résolu en grognant. Mais l'abandonner aux jospino-hollandais, il n'en est pas question. Vauzelle est pris en tenaille. Et c'est pour cela que le 10 mai, au téléphone, il annonce à Hollande et Fabius qu'il rend son tablier.

Pauvres fabiusiens des Bouches-du-Rhône ! Car ce jour-là, tandis que Vauzelle appelle Paris, eux, attendent à Vitrolles. La convention fédérale du PS doit ratifier la désignation des têtes de liste aux municipales. Elle est saisie surtout de la délicate question des cartes. La députée Sylvie Andrieux, l'avocat Robert Bismuth, le maire d'Allauch, Roland Povinelli, se sont préparés à une guerre de tranchées. Ils affûtent

leurs armes quand un portable sonne : « Vauzelle vient de démissionner. » La guerre est finie. Le plus étonnant est qu'ils en soient surpris.

Dans cette partie de dupes, tout s'est joué en fait, il y a un mois, à leur initiative, dans un bureau de l'Assemblée nationale. Face au tout nouveau ministre de l'Economie, ils sont une dizaine ce jeudi 6 avril, réunis pour un étrange procès. Les barons fabiusiens des Bouches-du-Rhône sont mécontents du leader que « Laurent » leur a donné. « Michel ne joue pas le jeu » ; « Michel ne nous consulte pas assez » ; « Michel se fait avoir ». Bref, Michel est mauvais. Fabius, qui connaît son petit monde, se garde bien de désavouer Vauzelle. Mais il lui conseille d'être plus collectif et surtout il se lance dans une diatribe d'une rare violence contre Guérini, qui fut autrefois son obligé et qu'il

UNE NOUVELLE GUERRE PC-PS

L'imbroglie arlésien

Jean-Marc Coppola, le patron de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, n'en est toujours pas revenu. Michel Vauzelle est son ami. Il travaille avec lui, la main dans la main, au conseil régional. Et pourtant c'est une lettre comminatoire, datée du 30 avril, qu'il a trouvée dans sa boîte le 4 mai. Vauzelle y parle d'« agression ». Et il menace, ni plus ni moins, de retirer « leurs délégations à tous les conseillers régionaux communistes » en cas de non-respect des accords municipaux à Arles.

De quoi s'agit-il exactement ? En 1995, après vingt ans d'efforts, Vauzelle a été élu maire d'Arles. Il ne l'est resté que trois ans car en 1998, lors de son élection à la présidence de la région, il a choisi, pour cause de cumul, de conserver son mandat de député. Son adjoint, Paolo Toeschi, l'a

remplacé à l'hôtel de ville. Mais la greffe n'a pas pris. Dans une ville où la rivalité PC-PS a longtemps dominé la scène politique, jusqu'à faire le jeu de la droite, un autre adjoint de Vauzelle, le communiste Hervé Schiavetti, s'est senti pousser des ailes. Il a battu Toeschi aux cantonales. Il est intelligent et actif. Il est même devenu la coqueluche de la bourgeoisie intellectuelle locale. Il a les moyens de s'installer dans le fauteuil du maire, l'année prochaine, dans le cadre d'une primaire à gauche. Même, dit-on, si Vauzelle figure sur la liste socialiste.

Dans sa lettre, Vauzelle, qui se méfie de tout, précise également : « Bien entendu, si Schiavetti était "exclu" du PC mais conduisait tout de même une liste présentée comme étant "d'ouverture" d'un "ex-communiste", [...] cette manipulation ne ferait illusion à personne. Cet acte aurait donc la même sanction de ma part. » Mardi 9 mai, à l'Assemblée, Vauzelle a transmis de vive voix ses doléances à Hollande puis à Hue. Dans un courrier daté du 5 mai,

Coppola lui avait déjà répondu que ses menaces « ne l'impressionnaient pas », tout en élargissant le débat au cas de Vitrolles, que le PC revendique, et de Marseille, où il réclame un second secteur et la présidence de la communauté urbaine. Coppola, qui était le 15 mai devant la section arlésienne du PC, cherche-t-il une monnaie d'échange ?

Toeschi a senti le danger et vient de demander l'aide du patron de la fédération PS, Jean-Noël Guérini. Ce n'est pas la nouvelle la plus rassurante pour Vauzelle, qui en attendant relit la presse de novembre 1982. A cette époque, il était jeune conseiller à l'Élysée et il rêvait d'une primaire sauvage contre le maire communiste d'Arles, Jacques Perrot. A la direction du PS, deux hommes lui avaient sévèrement tapé sur les doigts au nom du respect des accords d'union. L'un était premier secrétaire et l'autre porte-parole du PS. Leurs noms ? Lionel Jospin et Bertrand Delanoë.

F. B.

IL A BATTU LE PEN AUX LÉGISLATIVES...

Marseille : quand le PS choisit Marius

François Hollande a le goût de la formule et le sens du mot juste. A une responsable des Bouches-du-Rhône qui évoquait une fois encore devant lui, il y a quelques semaines, l'hypothèse d'une candidature Vauzelle à la mairie de Marseille, il a répondu : « N'y pensez plus. C'est l'Arlésienne. » Et puis samedi, devant le conseil national du PS réuni à Paris, il a qualifié d'« ingénieux » le « rassemblement opéré derrière Marius Masse ». Faute de grive...

A Marseille, à gauche, il y a eu cet hiver le temps des sondages. Le président de la région Paca était sans conteste le candidat le plus performant, mais il ne voulait pas se lancer dans l'aventure.

Il a d'ailleurs poussé la plaisanterie jusqu'à solliciter Claude Alègre, l'été dernier. Puis vint le temps des rumeurs, des déjeuners secrets et des conciliabules. Un regroupement de députés et d'anciens parlementaires, avec René Olmeta, Philippe Sannarco, Sylvie Andrieux et Michel Pezet, a échoué en raison des exigences de ce dernier. A Paris, le premier secrétaire du PS en pinçait plutôt pour Olmeta, qu'il trouvait le plus présentable mais qui souffrait d'avoir suivi en 1995 l'ancien



Marius Masse

maire, Robert Vigouroux, jusqu'au bout de sa dissidence.

Et puis Marius Masse est sorti du chapeau. Premier parti, premier arrivé. C'est Jean-Noël Guérini qui a annoncé la nouvelle à la mi-avril, un jour où Vauzelle, son alter ego, était parti en vacances dans sa famille, à Lyon. Pourquoi Masse ? Parce que, à la différence de tous les autres candidats potentiels, il n'a pas de défauts réhibi-

toires. Il règne sur un secteur – le sixième – considéré comme stratégique. Aux dernières municipales, marginalisé par son vieil ennemi Lucien Weygand, il est allé à la pêche le jour de l'élection. Et la gauche a perdu toute chance d'inquiéter Gaudin.

Masse à Marseille, c'est aussi un nom. Son père, Jean, était un formidable arrondissementier, indéboulonnable dans sa circonscription de Château-Gombert. Son fils, Christophe, est déjà conseiller général. Marius, député de 1981 à 1986 puis réélu sans interruption depuis 1988, est une sorte d'entre-deux. Moins homme de terrain que l'un, moins moderne que l'autre, il assure une transition familiale. En cela aussi, il est homme de synthèse.

En 1988, Marius Masse a battu Le Pen aux législatives de 1988. C'est son titre de gloire. Parce qu'il n'a ni la dimension ni le caractère d'un potentat, il ne fait pas d'ombre aux barons du PS marseillais. Avec eux, il entend faire « équipe ». Face à Gaudin, qui compte sur sa seule popularité personnelle, la gauche rassemblée, du PC aux écolos, a trouvé cette solution « ingénieuse » pour sauver la mise et – qui sait ? – la rafler. « Nous, les Marseillais », répète Masse depuis qu'il est entré en lice. Dans cette formule aux allures de slogan, c'est bien sûr le « nous » qui est le plus important. F. B.



qualifie désormais – entre autres – de « mafieux ».

Marseille, ville de toutes les rumeurs et de tous les secrets éventés ! Dès le lendemain, le président du conseil général est au courant de ces amabilités. Il se cabre. Il convoque Vauzelle. Et affiche clairement sa manière de voir : « Le patron, ici, c'est moi. Pour la fédé, ce ne sera plus du 50-50. Je prends 65% des cartes. Dis à Fabius qu'il en aura 35% ». Circulez, il n'y a plus rien à voir. Et parlons d'autre chose : des municipales à Marseille, par exemple, et du rassemblement de tous les socialistes autour de leur tête de liste, Marius Masse. Guérini, parfois, a de l'humour.

C'est le drame de Vauzelle. Il connaît les règles du jeu. Mais il ne veut plus les respecter. Du coup, il n'a plus que des ennemis. C'est un casque bleu désarmé qui entend siffler les balles et craint d'être entraîné dans un conflit qui le désespère. Ses camarades, souvent, en rigolent entre eux. Il leur arrive parfois d'être plus menaçants. La guerre des roses, à Marseille, est pourtant d'une rare simplicité. Elle mêle enjeux locaux et nationaux. D'où son côté détonant. Elle souligne des jeux d'influence entre courants qui n'ont jamais cessé, dans les Bouches-du-Rhône et qui réapparaissent, à Paris, à l'approche du prochain congrès du PS.

Fabius, le parrain, et Hollande, le malin, ont fait de cette fédération le terrain d'un affrontement qui se veut encore discret au niveau national. Dès le début de janvier, lors d'une réception à Matignon, ils se sont dit publiquement leurs quatre vérités, devant des dirigeants socialistes stupéfiés par tant d'agressivité. L'ancien président de l'Assemblée considérait, dès cette époque, qu'on cherchait à le

rouler dans la farine sur ses propres terres. Le premier secrétaire estimait pour sa part que le temps des chasses réservées était révolu.

Il n'a pas changé d'avis. Hollande souhaite surtout ne plus entendre parler des frasques de la terrible fédération des Bouches-du-Rhône. Il la voudrait jospiniste, amaigrir, normalisée et maîtrisée. C'est beaucoup à la fois. Curieusement, il fait confiance à Guérini pour mener à bien cette opération. Celui-ci n'a, au fond, que faire des étiquettes parisiennes. S'il met tant d'allant à remplir ce contrat, ce n'est pas pour peser dans les congrès du PS mais pour assurer son pouvoir à la tête du département. Car ici c'est la fédération qui désigne le patron du conseil général. Ceci explique tout le reste.

Vauzelle a mis six mois à admettre que ces logiques-là lui échappaient et qu'après tout elles ne le concernaient guère. Naïveté ? Excès de confiance ? On a du mal à croire que cet homme qui n'aime ni les courants ni les réseaux ait pu supporter si longtemps les oukases de Fabius et surtout les jeux de Guérini. Il y a un monde entre le président de la région et le patron du département. Celui-ci est petit, corse, enfant modeste d'une vieille famille socialiste que Defferre a laissé régner sur le quartier du Panier à Marseille, mais qu'il a toujours tenu à l'écart de la mairie centrale. Guérini a grimpé lentement dans l'appareil du parti, via la gestion des HLM. Il s'est affilé jusqu'à la tête du conseil général quand Lucien Weygand puis François Bernardini ont dû passer la main. C'est un militant à l'ancienne, bosseur acharné, intelligent, retors, craintif et donc parfois brutal. La politique est sa vie, et le parti sa famille. Dans une bataille d'appareil, Vauzelle

n'avait face à lui aucune chance de s'imposer.

S'il a fini par se retirer avec éclat, c'est aussi pour sauver son honneur et son avenir politique. Bien sûr, son départ a un coût. Mais rester aurait été suicidaire. Le spectaculaire pas de côté du président Vauzelle a quelque chose du réflexe de survie. Il le laisse isolé, sans protecteur parisien, parmi les gros caïmans du département, loin de ses amis Guigou, Bianco et Martin qui se sont progressivement imposés dans le Vaucluse, les Alpes-de-Haute-Provence et le Var. La signature du contrat de plan, bénie par Jospin en personne, arrive, dès lors, comme une bouffée d'oxygène. Elle le rend difficilement déboulonnable face à une droite qui ne peut recycler trop ouvertement les enfants perdus de Le Pen et Mégret. Elle le met à l'abri de l'ire de Gaudin, qui ne rêve que de vengeance depuis qu'a éclaté l'affaire de la Semader.

Le danger, en fait, est ailleurs. Ceux qui veulent faire tomber Vauzelle n'iront pas le chercher à la région mais sur ses terres arlésiennes. Là où, chaque soir, il vient reprendre son souffle. La mairie d'Arles qui commande la circonscription est aujourd'hui en danger (voir page 70). Une succession mal réglée et un PC conquérant placent ici Vauzelle dans une situation périlleuse. Pour que la gestion du cas arlésien ne soit pas laissée entre les mains de ses camarades de la fédération socialiste, il a d'ailleurs tiré une lourde salve que l'on a entendue jusqu'à Paris, rue de Solferino et place du Colonel-Fabien. Le nouveau Vauzelle, c'est aussi cela : un homme qui, à 56 ans, jubile à la région, se bouche le nez à la fédération et mord quand on vient le chercher au fond de sa tannière.

FRANÇOIS BAZIN